



**genre /
numérique**

Assises genre/numérique
6 novembre 2025
HEIA Fribourg

Hashtag égalité /

**Regards croisés sur genre, média
et numérique**

SYNTHÈSE DE LA JOURNÉE

WRAP UP 4^e ASSISES GENRE & NUMERIQUE

Maya Dougoud a ouvert cette 4e édition des Assises en posant le cadre : la présence de femmes journalistes dans le panorama médiatique français est en deçà de 40% ; le partage de la parole est aussi en deçà de 40% et pour être légitime à entrer dans Wikipedia, il faut avoir minimum deux sources pour valider un profil : le serpent qui se mord la queue.

Puis nous avons accueilli Zita Küng qui a partagé une expérience fort instructive avec nous. En 1991, la première grève nationale des femmes est en préparation et elle voyage dans toute la Suisse alémanique pour convaincre les femmes d'y participer et elle est fière d'avoir réussi à embarquer les journalistes. Mais elle s'en sentira finalement coupable puisque sans journalistes femmes dans les rédactions, pas une seule femme n'est apparue à l'image ce fameux 14 juin 1991. Femmes bras croisés, le pays perd pied disait le slogan... et de toute évidence, les médias aussi. Cela nous rappelle à quel point le choix de la personne qui rend compte, documente, analyse les événements est fondamental. En conclusion, Zita nous a invité à contribuer tous et toutes à la formation de l'opinion publique.

Sophie Delessert y contribue via sa mission pour la Conférence romande des bureaux de l'Egalité, egalite.ch. Cette même conférence qui a lancé, en 2010, le Prix femmes et médias qui récompense les femmes journalistes, dans

le but de conscientiser les journalistes à la faible présence des femmes dans les médias, valoriser le travail des journalistes qui favorisent une présence égalitaires dans les médias, inciter les journalistes sensibilisés à poursuivre leur travail, rendre visibles les discriminations à l'encontre des femmes, favoriser une émulation entre les journalistes femmes. Après avoir été décerné le prix 4 fois, egalite.ch a pu constater un changement concret de traitement de ces thématiques dans les rédactions, amener des discussions sur ces thèmes dans les rédactions et une visibilité sur ces sujets importants. Le témoin a aujourd'hui été passé décadréE, qui remet un Prix du journalisme qui lutte contre la culture du viol.

Une lutte que tient aussi à cœur la journaliste Rokhaya Diallo. Très visible aujourd'hui dans le paysage médiatique français, elle est aussi très exposée aux commentaires haineux, racistes, agressifs, sexistes et menaçants. Elle nous a proposé un extrait d'un documentaire qui se demande comment faire pour stopper cette surenchère de la haine. En plus de 15 ans de carrière, elle a constaté à quel point les personnes qui prennent la parole sur les violences de genre, le sexism, le racisme sont harcelées dans le monde numérique. On doit vraiment se demander qui est vu, qui est entendu, dans quels termes et qui reste invisibilisé dans les contenus en ligne d'aujourd'hui.

Rokhaya Diallo nous a apporté des chiffres: le harcèlement est l'expérience la plus partagée par les femmes et personnes qui appartiennent à des groupes marginalisés sur les réseaux sociaux. 60% du harcèlement réalisé sur ces derniers concerne des personnes qui portent la défense des droits des femmes et des droits humains. Les femmes noires sont 84% plus susceptibles d'être la cible de tweets injurieux. Elle a relevé que le cyber harcèlement est aussi réalisé par des groupes médiatiques ou puissances politiques, notamment contre les femmes journalistes pour les faire taire. Le recours à la technologie amplifie la violence et les dommages causés. Cela peut gravement nuire aux femmes et à leur réputation. Il est fondamental, nous dit-elle de reprendre la main sur nos histoires dans ces espaces numériques. Raconter nos propres histoires, imposer nos récits, via les podcasts, les réseaux sociaux, les formats courts. Et on doit marteler que la violence n'est pas seulement virtuelle. Elle poursuit les victimes hors ligne, même quand on éteint les écrans. Il faut protéger les femmes dans les médias et utiliser le droit international pour les défendre.

Les outils pour défendre les femmes dans les médias et *close the gender gap*, Elsa Reichling y réfléchit tous les jours. En 2019, le groupe Ringier estime qu'il est de leur responsabilité de changer les choses en matière d'égalité des genres dans le traitement de l'info et lance [EqualVoice](#) initiative, un outil qui comprend trois volets : Le *EqualVoice factor*, un algorithme qui mesure la présence de femmes et d'hommes dans un média ; les *EqualVoice frame and facts* qui mesure comment on parle des femmes dans un média et qui permet de faire des feedbacks sur le contenu éditorial

produit par un ou une journaliste ; et un assistant IA *SurealVoice*, implanté dans le logiciel de rédaction des journalistes, afin de leur proposer des améliorations de leurs contenus en matière de biais de genre. Elle a pris l'exemple très parlant de la phrase « une très jolie femme » utilisé 12 fois pour décrire une femme en 2010 dans Bilanz et plus qu'une fois en 2021. Grâce aux biais de l'IA on a appris que Schwarzenegger ne sera JAMAIS une victime. Mais on retiendra que lorsqu'on réussit à susciter une prise de conscience, les choses peuvent vraiment changer.

Changer les choses, c'est vraiment l'objectif des trois participant·es à notre table ronde « Un pour tous, toutes pour la Une ». Lucie Escasain nous a fait prendre conscience que notre cerveau déteste l'ambigüité et qu'avec le masculin pluriel, on s'imagine toujours plus d'hommes que de femmes. Quand on vient visibiliser les femmes avec des termes inclusifs on augmente l'intérêt et leur légitimité. Léon Salin, qui grâce aux réseaux sociaux a découvert l'existence des personnes trans et a pu s'en faire une représentation, martèle que l'acceptation passe par l'éducation. C'est ce qu'il s'applique à faire en créant du contenu, en proposant des formations en diversité et inclusion et via son livre. Selon lui, dès que des personnes connaissent une personne trans, il y a plus de compréhension, par création d'empathie. C'est cette brèche dans laquelle il faut s'engouffrer pour créer un lien avec les journalistes ou le grand public. Pour lui, les médias mettent en avant les côtés négatifs des transitions de genre, notamment la détransition. Les réseaux sociaux permettent de parler en *je* et pas, comme les médias, en *elleux* où ça devient un élément politique : « Je

ne suis plus une personne, je suis un débat », affirme-t-il. Mélissa Henry a ajouté qu'en tant que journaliste, on peut aller vers des expertes qui n'osent parfois pas prendre la parole, faire attention aux biais de genre dans le traitement médiatique, des violences sexuelles et sexiste notamment, veiller à utiliser les bons termes et ne pas faire dans le sensationalisme. Quand on s'intéresse à ces inégalités et biais on les voit partout, comme si enlevait des œillères nous dit-elle. Elle ajoute que tenter d'inclure les femmes et les hommes dans un même mot avec le langage épicène, demande une gymnastique mentale, mais c'est surtout une question d'habitude et cela permet aux gens de créer d'autres représentations.

Pour terminer, Léon nous a encouragé à avoir du courage : « Vous avez peur de ce que vous allez apprendre sur vous-mêmes en vous intéressant à ces sujets-là, mais allez-y ! » Et Lucie d'ajouter : « Apprendre à se découvrir et sortir de la place qu'on nous a attribuée, c'est vrai ça demande du courage mais c'est un chouette chemin. »

Lors de la seconde table ronde « Sécurité en ligne, pas en note de bas de page », Morgane Bonvallat nous rappelle qu'Internet est un multiplicateur des violences comme on en avait jamais vu avant. Beaucoup de voix y sont silencieuses parce qu'elles sont menacées et ne souhaitent plus s'exposer. Par exemple, des Conseillère aux Etats refusent de parler de certains sujets car elles craignent les violences en ligne derrière. Cela témoigne d'un danger pour la démocratie. Natacha Kane nous a proposé un exemple fort d'une photo de son épouse, sénégalaise, aux cheveux naturels qu'elle a soumis à une IA pour l'améliorer pour un CV. Résultat : une femme blanche avec les

cheveux lissés. Elle partage ses inquiétudes de qui est derrière ces IA mais aussi de tout ce qu'elles invisibilisent. Joëlle de Sépibus nous a rappelé que le code pénal et le code civil sont les premiers instruments pour se défendre des insultes, protéger la personnalité, demander des retraits de textes, même si aujourd'hui ces outils ne sont pas suffisants face à la déferlante de violence. En Suisse, on est pas bon pour la protection des lanceurs d'alerte et on est pas en train de s'améliorer nous dit Joëlle de Sépibus. Un lanceur d'alerte aujourd'hui est perçu comme un traître envers son employeur plutôt que comme une personne qui agit pour la communauté. Aujourd'hui, Joëlle travaille à des mesures pour que les entreprises protègent ces lanceurs et lanceuses d'alerte. Natacha Kane en tant que *d'Identity Access Manager* a conscience que son métier donne accès à des dossiers patients, des dossiers où il y a des vies derrière et des infos qui touchent à la dignité des personnes. Son rôle est de s'assurer qui est la personne qui souhaite accéder au dossier, sa fonction et combien de temps elle peut avoir accès au dossier, pour protéger ces vies-là. Et Natacha nous a glissé ici un conseil. Elle recommande de pouvoir faire de *l'open source intelligence* en vérifiant toutes les informations sur nous ou notre famille, qui circulent en ligne et faire supprimer les données si besoin. Elle nous aussi a rappelé, comme on lui l'a dit quand elle a rejoint l'association [African Women in Digital](#), que l'informatique a besoin de nous, de personnes qui s'impliquent dans une cybersécurité inclusive, qui intègre les réalités de celles et ceux qui subissent la violence numérique genrée. Morgane Bonvallat a partagé avec nous cette stat forte : 1% utilisatrices sont responsables de 50 à 70% des contenus haineux. Pour répondre

efficacement à ces discours de haines, elle propose l'empathie pour la communauté discriminée. Les tweet haineux concernés vont ainsi être moins partagés et moins likés.

Lors de son intervention, James Delanay, met de l'avant le jeu vidéo comme un format collectif qui permet d'engager et de créer un espace de discussion. Avec [Block by Block](#), il utilise Minecraft comme outil car c'est un jeu égalitaire en matière d'utilisation et qui a beaucoup de succès. Le jeu est facile d'utilisation et donc très démocratique. L'idée est de créer avec les citoyens et citoyennes, un espace dans Minecraft où ils et elles peuvent imaginer l'espace public qui les entoure. Les projets sont ensuite financés pour construire une partie de ces projets dans le monde physique. A Hanoi, Block by Block a par exemple travaillé avec un groupe d'adolescentes pour rendre safe leur chemin pour l'école où elles ne se sentaient pas en sécurité. Le fait que les participant·es imaginent le projet en collectivité leur permet de vraiment s'approprier les lieux ensuite.

Bypasser la censure de la presse pour que les jeunes puissent avoir accès à des articles bannis, c'est le projet [The Uncensored Library](#), une bibliothèque créée dans Minecraft qui est accessible partout dans le monde. Mauvaise nouvelle, une aile dédiée aux livres censurés aux Etats-Unis sera bientôt ouverte dans ce lieu virtuel. Un très bel exemple des moyens pour détourner un jeu vidéo afin de garantir la liberté de la presse et de l'information dans les pays où la démocratie ne peut plus la garantir.

Et c'est aussi de liberté d'expression dont a beaucoup parlé Erika Schläppi qui nous a plongés dans l'univers des droits humains qui, elle nous le rappelle, doivent être garantis par

les Etats, en adaptant les lois et en créant des politiques, pour lutter contre la discrimination de genre par exemple. Il y a une variété d'outils comme le Comité de la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination (CEDEF), qui supervisent les Etats pour vérifier que des lois soient réalisées et les politiques appliquées. On a navigué avec Erika à travers les droits internationaux et obligations qui protègent les journalistes, médias et activistes tels que le droit à la liberté d'expression, le droit à l'information, le droit à la participation, le droit d'être protégé contre la violence et la détention arbitraire. Elle nous a appris que cette convention n'est pas nouvelle, elle date de 1979 et qu'une fois signée, cette convention devient une obligation. Certains médias pensent que c'est simplement une recommandation alors qu'en Suisse par exemple, il s'agit bien d'une loi qui doit être *respected, protected and fulfilled*. Le Comité ne peut pas agir pour les Etats mais peuvent apporter cette fameuse *awareness* au public dont on a parlé plus tôt en lien avec EqualVoice. Il peut aussi investiguer sur des violations du système, avec des rapports et des recommandations générales. Elle a évoqué l'article 5 de la CEDEF qui stipule que l'Etat a l'obligation de faire en sorte de réduire les stéréotypes de genre, notamment dans les médias et, plus généralement il doit adresser les violences faites aux femmes, notamment les violences numériques.

Créer des ponts entre la recherche et le terrain, c'est la mission de [DécadréE](#). Avec les professionnel·les des médias comme public cible, l'institut sensibilise et forme aux questions d'égalité dans les médias. Valérie Vuille et Erica Berazategui nous ont présenté

deux projets de décadadrE. Le premier propose de s'organiser pour lutter contre la haine en ligne, très banalisée en Suisse, et la silenciation des femmes. Leur première solution, c'est d'activer un réseau solidaire. Avec leur réseau, elles ont proposé des formations, fait des articles, une liste de ressources à activer et créé un guide pour se prémunir de la violence. Elles ont formé deux groupes de communication pour se coordonner, créer de l'engagement positif autour des contenus du réseau et activer le protocole d'urgence si une vague d'harcèlement vise une membre du réseau (ce qui n'est jamais arrivé pour le moment).

Pour le second projet, Valérie nous a appris en préambule qu'en Suisse, un article par jour véhicule des mythes sexistes et très peu d'articles mentionnent des ressources d'aide aux victimes. DécadrE mène une veille médiatique à ce propos. Elles ont développé une méthodologie en 12 critères qui permet d'évaluer un article mais c'est un travail très chronophage. Avec la HES-SO Valais, elles travaillent sur une automatisation de cette veille avec un logiciel capable de faire cette évaluation. Le but est d'utiliser l'IA de ChatGPT pour l'intégrer à ce logiciel mais elles font encore face aux biais de l'IA qui a de la peine avec certains critères. Elle est notamment incapable de dire si un titre est sensationnaliste ou non. Ce logiciel permet de récolter plus de données et de mieux documenter le paysage médiatique en Suisse. Cet outil va être amélioré à l'avenir afin de le mettre à disposition des journalistes.

Pour clôturer cette 4^e édition des Assises Genre et numérique, Maya Dougoud a lancé un appel aux journalistes pour réaliser plus de portraits de personnalités féminines, (et pas que des

interviews) afin de les faire entrer dans Wikipedia car aujourd'hui encore trop peu de personnalités féminines y sont éligibles alors que cette plateforme nourrit en partie les IA, à nouveau le serpent qui se mord la queue.

*Sur la base des notes de Julie Winz,
animatrice de la journée et journaliste à la RTS*